

Christian Baudelot et Roger Establet, *L'élitisme républicain : l'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Paris, Le Seuil, coll. « La République des Idées », 2009.

La thèse centrale de l'ouvrage :

L'ouvrage se propose d'examiner précisément les difficultés du système éducatif français à la lumière des enquêtes PISA¹. Il s'agit d'enquêtes internationales menées par l'OCDE, qui permettent de sortir d'un débat « franco-français ». Cet exercice de comparaison à grande échelle souligne les limites de l'élitisme républicain de l'école en France, sa culture du classement et de l'élimination précoce, sa tolérance aux inégalités et à leur reproduction. Derrière un habillage égalitaire, « une forme d'aristocratie inavouée » se dessine. L'école française reste trop et trop tôt sélective. Elle demeure prisonnière des principes idéologiques qui l'ont fait naître à la fin du XIX^{ème} siècle : « distinguer une petite élite sans se soucier d'élever significativement le niveau des autres ». Pour une minorité, la méritocratie scolaire est une course aux meilleures positions, pour d'autres, très nombreux, elle se traduit par une relégation rapide et particulièrement coûteuse sur le marché du travail. La France qui a longtemps cru disposer de la meilleure école du monde fait figure de mauvaise élève des pays de l'OCDE. Non seulement elle compte un taux très élevé de jeunes en échec, mais elle ne parvient pas à fournir des élites assez étoffées pour répondre aux besoins de la nouvelle donne économique.

Le modèle scolaire français reste marqué par la recherche constante d'une élite. Il n'est ni juste, ni efficace, à l'image de la société qui l'entoure. C'est-à-dire une société qui pense que les intérêts de l'élite ne sont pas ceux de la masse. Ironie de l'histoire, notre modèle ne parvient même plus à former ces puissantes élites pour lesquelles il semble pourtant organisé.

S'il est important et nécessaire de dégager une élite (tous les pays le font), en France, le système scolaire isole, sélectionne, élimine à tout niveau et de façon précoce. Surtout, ce système scolaire est un gros producteur de laissés-pour-compte. Le nombre d'élèves à la traîne est en augmentation. Il représente entre 15 et 25 % d'une classe d'âge. D'autres pays font des choix différents : ils réduisent l'écart entre les plus forts et les plus faibles. Il en résulte une importante masse d'élèves qui ne décrochent pas, et de cette masse ressort une élite, peut-être un peu moins pointue qu'en France, mais beaucoup plus nombreuse.

La principale conclusion de l'enquête PISA est qu'en matière scolaire, les pays où la justice sociale est la plus grande sont aussi ceux où l'efficacité est la plus importante, et inversement. Les bons élèves de l'enquête PISA sont le Canada, la Finlande, la Corée du Sud, l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande. PISA permet de montrer que les efforts de démocratisation sont payants. Les pays qui occupent les premiers rangs en matière de performance scolaire sont aussi, bien souvent, ceux qui limitent le plus les inégalités. PISA montre que la justice et l'efficacité (économique) vont de concert. Les leçons pour le système éducatif français :

- Tout en haut, la vieille dichotomie entre grandes écoles et universités² est toujours aussi dysfonctionnelle. Or, seule une vraie recherche peut sortir de l'impasse un pays aussi riche en capital économique et culturel que la France.
- les orientations dans l'enseignement technique et professionnel sont en grande contradiction avec les sanctions économiques. Les formations tertiaires, qui sont aujourd'hui les plus nombreuses, entraînent beaucoup trop de « galères » et obligent les jeunes à inventer des itinéraires sans rapport avec leur formation de départ.
- A la base du système, là où se situe le centre principal de nos difficultés, la France n'a pas su se doter d'un véritable tronc commun assurant une formation élevée au plus mauvais élève sortant du plus mauvais de nos collèges. Elle s'accommode d'un modèle qui produit de vastes bataillons d'élèves en échec et d'une élite trop rare, quand les transformations de l'économie exigent des élites plus nombreuses et des qualifications toujours plus élevées pour l'ensemble de la population. La France est le pays du grand écart : si ses élites scolaires font presque jeu égal avec l'excellence

¹ Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves / *Programme for International Student Assessment*. Ces enquêtes sont publiées tous les trois ans, elles évaluent les systèmes éducatifs des 30 pays de l'OCDE et aujourd'hui d'une cinquantaine d'autres

² Déjà dénoncée par Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite* (Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 1990) comme un obstacle corporatiste à une recherche fondamentale en symbiose avec la recherche appliquée.

internationale, 40 % de ses effectifs se situent dans les profondeurs du classement. D'un côté, on tutoie la Finlande, de l'autre, on voisine avec le Mexique et la Turquie. C'est en s'attaquant à la définition du tronc commun et à l'ambition de l'école obligatoire que l'on pourra mettre fin au formidable gâchis de « capital humain », nourri par l'élitisme républicain, mais aussi par le sexisme : gagnantes dans le premier niveau scolaire, les filles se placent mal au troisième. Et dans le palier médian, elles sont beaucoup plus souvent que les garçons victimes des orientations tertiaires.

La France est un des pays où les écarts entre les résultats des enfants des familles défavorisées et ceux issus des familles riches sont les plus marqués. Le système scolaire français reste très marqué par l'origine sociale. Les statisticiens de PISA ont mesuré l'impact du patrimoine culturel familial sur les jeunes de 15 ans : il explique en moyenne 6,1 points de variance des écarts scolaires. En France, le chiffre s'élève à 15. La France est qualifiée de « paradis de la prédestination sociale ».

A partir des exemples des pays où l'enseignement est équitable et efficace, les deux sociologues montrent qu'il est possible de tirer de ces comparaisons internationales une leçon optimiste : la démocratisation est payante et il n'y a pas de déterminisme social, plus le système est égalitaire, plus il est efficace. Ces pays se refusent notamment à pratiquer les groupes de niveau et le redoublement, ils luttent très tôt contre l'échec scolaire. Il faut remettre en cause un système d'orientation fondé davantage sur le prestige et sur le pouvoir que sur l'utilisation optimale des ressources humaines.

Résumé des différentes parties :

Chapitre premier : Qui a peur de PISA ?

Les enquêtes PISA³ constituent la matière principale de l'ouvrage, même si elles sont particulièrement contestées en France, où les responsables politiques préfèrent les tenir dans une semi-confidentialité en limitant autant que faire se peut les publications officielles à leur sujet. Les enseignants quant à eux se méfient de la culture de l'évaluation qu'elles véhiculent (*benchmarking* et indicateurs de performance, etc.), culture vite associée aux politiques néolibérales. Les médias ne retiennent que le palmarès général, spectaculaire mais simplificateur. Ces enquêtes restent donc absentes du débat public sur l'école, alors qu'elles suscitent des débats publics enflammés dans les autres pays⁴. Longtemps décriées en France, les enquêtes internationales PISA ont considérablement progressé. Il s'agit d'une observation continue des performances des élèves de 15 ans (année proche de la fin de la scolarité obligatoire dans l'OCDE) de l'ensemble des pays de l'OCDE, indépendamment de la classe qu'ils fréquentent (afin de réduire les particularités institutionnelles propres à chaque pays)⁵.

La France mal classée : Dans le palmarès international de PISA en 2006, l'école française arrivait 17^{ème} sur 29 en compréhension de l'écrit, 18^{ème} sur 30 en mathématiques et 19^{ème} sur 30 en culture scientifique. Depuis 2000, ses notes se situent autour de la moyenne des pays de l'OCDE. En tête du classement depuis 2000, début de l'évaluation par ce programme, on retrouve la Finlande, la Corée du Sud, le Canada et l'Australie. La France se situe à une place moyenne dans le gros du peloton des pays développés. Mais « la satisfaction de faire mieux que l'Allemagne et les Etats-Unis ne compense en rien le sentiment de médiocrité qui se dégage de ces résultats ». Les auteurs montrent que les évaluations PISA constituent des indicateurs fiables de l'efficacité d'un système scolaire, sur une année donnée. Les conclusions des enquêtes PISA recourent en grande partie les observations réalisées depuis 25 ans par des sociologues et des statisticiens dans le cadre d'enquêtes nationales :

- 1) la part inquiétante d'élèves qui se trouvent en grande difficulté/ en situation d'échec scolaire en France. PISA recensait, en 2003, 17,5 % d'élèves ne maîtrisant pas l'écrit ; l'enquête française de la

³ PISA 2006, *Les Compétences en sciences, un atout pour réussir*, vol.1, *Analyse des résultats*, OCDE, 2007. Pour tous les résultats : www.oecd.org/dataoecd/10/45/39777163

⁴ A titre d'exemple, Angela Merkel a proposé de développer l'école maternelle au vu des mauvais résultats obtenus par l'Allemagne dans l'évaluation de 2003.

⁵ On compte une livraison triennale, avec à chaque fois une exploration approfondie de l'un des trois domaines de compétence : en 2000, la compréhension de l'écrit, la culture mathématique en 2003 et la culture scientifique en 2006.

DEPP⁶ à 15 % des élèves de 3^{ème}. Autre comparaison instructive : les résultats obtenus aux épreuves mesurant les compétences en lecture organisées par le ministère de la Défense à l'occasion de la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) en 2006. Le ministère évalue à 12 % la part d'une génération qui se trouve en deçà du seuil de lecture fonctionnelle.

2) L'attachement national à une pédagogie tournée vers l'acquisition de connaissances : les points faibles des élèves français résident dans la capacité à effectuer des généralisations et à prendre des initiatives sans se référer à un schéma (scolaire) connu, en compréhension de l'écrit, en mathématiques, dans le domaine de la culture scientifique. Ils sont en difficulté lorsqu'il faut mobiliser des connaissances pour expliquer des phénomènes de manière scientifique dans des situations de la vie courante non évoquées en classe.

« Le niveau monte⁷, mais les écarts se creusent » :

Le niveau monte était la conclusion de l'ouvrage des deux sociologues en 1989 à propos de l'école en France. L'idée que le « niveau scolaire baisse » au fil du temps est un discours reposant sur l'illusion d'un âge d'or où l'école primaire aurait réussi à apprendre à 100 % d'une classe d'âge les savoirs fondamentaux leur permettant de maîtriser parfaitement l'usage et la compréhension de l'écrit, où ils seraient tous sortis avec une qualification leur permettant de trouver un emploi. Cet âge d'or n'a jamais existé. Aujourd'hui, le niveau général monte (c'est-à-dire qu'il est meilleur aujourd'hui qu'hier, quels que soient l'indicateur et la période de référence retenus, à la fois en haut et en bas de l'échelle). En haut, aujourd'hui, un jeune Français sur 2 accède à l'université et 42 % de la génération née entre 1977 et 1979 ont quitté l'école avec un diplôme de l'enseignement supérieur⁸. En bas, on peut juger infamante la part des jeunes sortant aujourd'hui de l'école sans le moindre diplôme, soit un peu plus de 10 %. Mais il faut aussi reconnaître que cette proportion n'a jamais été aussi faible, puisqu'elle n'a cessé de baisser au cours des 20 dernières années. Ce taux spectaculaire nous est insupportable pour une raison étrangère à l'univers scolaire : hier, les 30 ou 40 % qui sortaient de l'école sans le moindre diplôme trouvaient facilement du travail ; ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ce n'est pas tant l'école qui aurait démissionné que le marché du travail qui est devenu plus exigeant. Les auteurs montrent également la décroissance sensible de la part d'illettrés à mesure qu'on va des plus âgés vers les plus jeunes, ce qui constitue un autre signe de l'amélioration de la formation dispensée. Il ne faut pas oublier que 40 % des plus de 60 ans aujourd'hui n'ont pas dépassé l'enseignement primaire.

Mais si le niveau monte, ne cesse de monter, il n'est pas « flamboyant » : il pourrait monter bien davantage, c'est ce que suggèrent les comparaisons internationales PISA. Car la France échoue à donner à tous une formation solide. La part importante d'élèves éprouvant de graves difficultés à lire à la fin du cycle primaire alimente régulièrement la vieille antienne du déclin. Une part de jeunes qui oscille entre 10 et 20 % d'une classe d'âge, selon le degré de sévérité des indicateurs retenus, se situe en dessous du niveau minimal auquel l'école a pour mission de conduire tous les élèves d'une génération. La médiocrité des scores moyens obtenus par la France est en grande partie imputable à l'ampleur des écarts entre la tête et la queue du peloton et à la part importante d'élèves à la traîne. En matière de compétences en compréhension de l'écrit, seule épreuve PISA où les scores sont comparables entre 2000, 2003 et 2006, la part des élèves ayant une très faible maîtrise de la lecture a augmenté : elle est passée de 15 % en 2000 à près de 22 % en 2006. La France se caractérise donc par une élite de mieux en mieux formée, qui tire le niveau vers le haut et une queue de peloton dont le volume s'accroît qui tire les scores vers le bas.

⁶ Laurence Dauphin, Bruno Trosseille, « Les compétences générales des élèves en fin de collège », *Note Evaluation*, DEPP C1, 0409, octobre 2004.

⁷ Christian Baudelot, Roger Establet, *Le niveau monte*, Paris, Seuil, 1989.

⁸ Ce n'était le cas que pour 37 % de la génération née entre 1971 et 1973, 21 % de ceux nés entre 1962 et 1964 et 18 % des jeunes nés entre 1956 et 1958. Parmi les moins de 30 ans, le moins diplômé des 20 % les plus instruits possède au moins une licence. Il avait moins du certificat d'études primaires à la fin du XIX^{ème} siècle, âge d'or supposé de l'instruction publique. Et guère davantage dans les années 1950.

Chapitre 2 : Egalité, efficacité : même combat.

En France, on oppose les intérêts de la masse et ceux de l'élite. Ceux qui militent pour la poursuite de politiques de démocratisation scolaire sont régulièrement accusés de sacrifier l'excellence à la médiocrité, la promotion des talents au souci de la moyenne. Inversement, ceux qui défendent la nécessité d'améliorer l'élite sont généralement soupçonnés de vouloir abandonner à son sort le plus grand nombre. Ecole de masse contre école de l'excellence. Les enquêtes PISA montrent que nous ne sommes pas condamnés à choisir. Loin d'être antagonistes, les destins de l'élite et de la masse apparaissent en réalité étroitement liés dans les comparaisons internationales.

Les élèves en échec :

En France, ce volume est impressionnant : en culture scientifique, 21,1 % des jeunes de 15 ans ne dépassent pas le niveau 1 (le plus faible), et 6,6 % sont en dessous. En mathématiques, les proportions sont respectivement de 22,3 % et de 8,4 % ; et en compréhension de l'écrit, de 21,8 % et de 8,5 %. Donc, à 15 ans, dans trois des domaines jugés importants dans un CV, un quart des élèves français est en grave situation d'échec.

L'élite est bonne quand la masse n'est pas mauvaise :

La France ne rattrape pas par une élite brillante et nombreuse le volume inquiétant de l'échec scolaire. Les élèves français de 15 ans qui atteignent ou dépassent le niveau 5 (le meilleur niveau étant le 6) sont seulement 8 % en sciences, 12,5 % en mathématiques, et 7,3 % en compréhension de l'écrit. Dans chaque pays de l'OCDE, dans les trois domaines évalués, le volume de l'élite scolaire est inversement proportionnel au volume de l'échec scolaire. Moins il y a de cancrés, plus il y a d'excellents élèves : « Corée du Sud et Finlande, ces pays forcent notre admiration à la fois pour la réduction à presque rien de l'échec scolaire, et pour la formation corrélative d'élites plus étoffées que celle qui sortent des systèmes scolaires européens (français tout particulièrement) ou européens ». Une des conditions fondamentales pour dégager des élites brillantes et nombreuses est de combattre avec la dernière énergie l'échec scolaire.

La France, pays du grand écart :

Les données de PISA pour la France confirment une dégradation des performances entre 2000 et 2006. L'école française se caractérise par un fond de classe étoffé, majoritairement constitué de garçons, dont les effectifs grossissent d'année en année. La situation est préoccupante en France, mais la lecture de ces données internationales ne conduit pas nécessairement au pessimisme car elles montrent l'exemple de pays qui parviennent à surmonter les mêmes difficultés que nous. Contrairement aux postulats généralement admis selon lequel la généralisation et la massification de l'école font baisser le niveau et nuisent à tous, les enquêtes PISA montrent que la réduction des écarts entre le haut et le bas n'est pas seulement un facteur de réussite moyenne, mais aussi des performances de l'élite.

Chapitre 3 : Redoubler ne sert à rien, vive le tronc commun !

PISA met en lumière une autre originalité du modèle républicain d'éducation en France : le redoublement. Notre pays détient dans ce domaine un triste record. Outil de sélection et de hiérarchisation précoces, cette pratique est souvent défendue au nom de l'intérêt des élèves, voire de l'homogénéité des classes. Il est présenté comme une nécessité alors que les comparaisons internationales en soulignent au contraire la singularité et les conséquences néfastes.

Un record français : On ne redouble pas partout dans les pays de l'OCDE et surtout pas autant qu'en France. C'est en France que la pratique du redoublement est la plus répandue. Dans l'enquête PISA 2003, seuls 59 % des élèves français de 15 ans étaient « à l'heure » ou en avance. La part des élèves « en retard » s'élevait donc à 40 %⁹. En 2006, la situation demeure inchangée. Alors que plus des deux tiers des pays de l'OCDE (22 pays sur 30) enregistrent un taux de retard inférieur à 20 % des élèves de 15 ans.

Les effets du redoublement : Les enquêtes PISA montrent que le redoublement n'est pas un « remède efficace » puisque, dans leur immense majorité, les élèves ayant un an de retard

⁹ 34 % avaient un an de retard, 6% plus d'un an de retard.

parviendront très difficilement à rejoindre le niveau de performance des élèves « à l'heure ». Cette explosion des écarts entre élèves « à l'heure » et en retard donne raison à la formule employée par trois hauts fonctionnaires en conclusion d'un rapport sur l'état de l'école en France actuellement : « nous avons la – ou une des – meilleure(s) école(s) du monde [...] pour la moitié des élèves [...] et une des pires pour l'autre moitié »¹⁰. Ce jugement doit être tempéré : l'enquête PISA de 2003 montre en effet que les meilleurs élèves français ne sont pas du tout en tête du classement. Ils se promènent quelque part entre le 10^{ème} et le 15^{ème} rang. Par conséquent, le redoublement non seulement produit de l'échec en masse, mais il ne permet pas de produire une grande quantité de sujets d'élite.

Les vertus du tronc commun : Les cinq pays de l'OCDE qui ont les meilleurs résultats ne pratiquent pas la différenciation précoce des élèves. L'enquête PISA montre également qu'en Pologne, depuis l'allongement d'un an du tronc commun, les plus faibles font mieux et sont moins nombreux. Quant à l'efficacité globale des groupes de niveau, les enquêtes PISA confirment ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « théorème de Duru »¹¹ : les forts ensemble progressent énormément, les faibles ensemble ne progressent pas, voire régressent, et la mixité forts/faibles voit les forts progresser mais un peu moins, tandis que les faibles progressent beaucoup, avec pour conséquence une élite plus nombreuse. Ceux qui pratiquent la politique des groupes de niveau enregistrent des résultats moindres que les autres, même si les meilleurs deviennent encore meilleurs. Les résultats de PISA incitent à préconiser à la fois la lutte contre l'échec scolaire précoce et la nécessité de construire un tronc réellement commun, où l'idéal serait qu'on retrouve représentée dans chaque établissement la diversité sociale du pays.

Chapitre 4 : « l'égalité sociale au service de la réussite scolaire » :

Les enquêtes PISA révèlent que le pays où la méritocratie républicaine est la plus fortement revendiquée est aussi l'un de ceux où les destins scolaires sont le plus fortement liés aux origines sociales et au capital culturel des familles.

Le poids des familles : PISA permet de montrer que le poids de l'origine sociale des élèves sur leurs performances est près de deux fois plus fort en France qu'en Islande, en Finlande ou en Corée du Sud. Pour la première fois, le caractère élitiste du système scolaire français est objectivé de façon comparative. Les enfants d'origine populaire sont davantage pénalisés à l'école en France que dans d'autres pays.

Anatomie du « capital culturel » :

PISA montre qu'il existe des systèmes scolaires qui parviennent à diminuer le degré de nécessité de soutien extérieur (famille) et qui réussissent par eux-mêmes sinon à combler, du moins à réduire fortement les écarts préexistants entre les capitaux culturels des mieux fournis et des plus démunis. PISA montre que la France est l'un des pays où l'enseignement dispensé à l'école implique, pour être valorisé ou assimilé, la plus grande part de ressources extrascolaires privées, dispensées dans les familles à haut niveau d'instruction. Autrement dit, une partie importante du travail scolaire se passe à la maison. L'incidence des ressources éducatives à la maison sur les performances s'est accentuée en France, de 2000 à 2006¹².

La France, paradis de la prédestination sociale : Le facteur « patrimoine culturel familial » (livres classiques, poésie, œuvres d'art à la maison) explique en moyenne 6,1 points de la variance dans les pays de l'OCDE pour les jeunes de 15 ans. Dans ce domaine, la France se retrouve encore une fois dans le peloton de tête : ce chiffre y atteint près de 15 points. Au siècle de l'informatique, d'Internet et des langues vivantes, l'école française favorise encore beaucoup la culture humaniste classique¹³. Le système scolaire français a mis beaucoup plus de temps que les autres à introduire l'enseignement

¹⁰ Christian Forestier, Claude Thélot, Jean-Claude Emin, *Que vaut l'enseignement en France ?*, Paris, Stock, 2007.

¹¹ Marie Duru, « La constitution des classes de niveau par les collègues et ses incidences sur les progressions et les carrières des élèves », *Revue française de sociologie*, XXXVIII, 4, 1997.

¹² Tandis qu'elle a diminué au Danemark, en Norvège, en Belgique, aux Etats-Unis, en Finlande, en Suisse, en Autriche et en Australie.

¹³ Trace durable imprimée depuis les origines par l'université médiévale, les jésuites et l'orientation humaniste de l'enseignement français que Durkheim signalait dès le début du XX^{ème} siècle comme une exception nationale.

des sciences de la nature et des sciences expérimentales dans ses programmes. Ce n'est que dans les années 1960 que les filières scientifiques au lycée sont devenues des filières d'excellence.

Chapitre 5 : Moins une société est inégale, meilleure est son école.

Les enquêtes PISA mettent en évidence la fâcheuse tendance de la société française à entretenir de profondes inégalités économiques et sociales sous le masque d'un discours égalitaire.

L'école ne peut pas tout : L'école doit composer avec la nature et le degré des inégalités qui préexistent au sein de la société : le niveau de richesse du pays, la composition sociale de sa population, la place du système scolaire au sein de la société, etc.

L'égalité, moteur de l'efficacité :

Richesse économique et homogénéité sociale sont les deux conditions macroéconomiques favorables à l'obtention de bons résultats aux épreuves PISA.

Des marges de manœuvre non négligeables : car à niveau de richesse et d'inégalités donné, les systèmes scolaires des différents pays peuvent enregistrer des résultats plus ou moins satisfaisants. Les politiques scolaires engagées peuvent en partie enrayer ou aggraver les tendances dominantes. Les statisticiens de PISA ont classé les pays de l'OCDE en mesurant l'influence des inégalités économiques et sociales sur les performances scolaires. Les résultats sont d'autant meilleurs que les inégalités sociales sont faibles et que les écarts entre les moins bien lotis et la moyenne de la population sont resserrés.

Chapitre 6 : Les enfants d'immigrés ne font pas baisser le niveau :

Confronter l'école aux résultats des élèves issus de l'immigration est nécessaire à double titre : les échecs de l'école sont souvent imputés sans preuve aux immigrés, ensuite, l'école a pour mission d'intégrer les populations qui lui sont confiées au-delà des barrières de classe, de région, de religion ou de nationalité. L'enquête PISA permet de dissiper le premier *a priori*. Elle montre aussi les limites de l'intégration à la française (le « creuset français ») car l'école a de grandes difficultés à assurer l'égalité des chances, pour les enfants d'immigrés comme pour les enfants de classes défavorisées.

La France (comme l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède) appartient au groupe de pays où la proportion d'élèves de 15 ans nés à l'étranger ou dont les parents sont nés à l'étranger dépasse les 10 % (contre 15 % aux Etats-Unis, entre 20 et 22 % pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, 36 % pour le Luxembourg). La France se situe donc dans ce domaine au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (9 %). PISA contredit l'hypothèse que des taux élevés d'immigration font nécessairement baisser le niveau. La proportion d'enfants d'immigrés ne joue aucun rôle dans le résultat global d'un pays, dans son taux d'échec scolaire, dans la quantité de ses élites et dans l'écart entre les immigrés et les autres. De même, meilleure est, dans un pays donné, la réussite des autochtones, meilleure est aussi la réussite des immigrés. Tout dépend ici encore de l'efficacité globale du système scolaire, mais aussi de la ségrégation géographique¹⁴. On connaît le retard pris en France sur la dissémination des logements sociaux. Là où l'intégration est la meilleure, les élèves issus de l'immigration disposent généralement de programmes de soutien linguistiques.

Chapitre 7 : Supériorité des filles et domination des garçons :

Si les écarts entre filles et garçons ont diminué de façon spectaculaire au cours des 50 dernières années, ils sont loin d'avoir disparu. Dans ce domaine aussi justice et efficacité vont de pair car meilleures sont les performances d'ensemble du système, meilleurs sont les résultats obtenus par les filles. Mais même dans les pays affichant les meilleures performances et même là où les écarts de performances entre filles et garçons sont réduits, les garçons s'orientent toujours davantage que les

¹⁴ Dans la plupart des pays de l'OCDE, les élèves issus de l'immigration fréquentent le plus souvent des établissements scolaires dont la population d'élèves est peu favorisée du point de vue économique et socioculturel. Les ressources de ces établissements et le climat qui y règne sont défavorables. Alors que dans un zonage mixte, organisé comme tel par les autorités, l'efficacité et l'intégration sont plus grandes. C'est le cas dans trois des pays de forte immigration, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande où d'élèves issus de l'immigration et autochtones fréquentent des établissements scolaires bénéficiant des mêmes ressources et dans lesquels règne un même climat.

filles vers les études scientifiques, même quand leurs performances en mathématiques et en sciences sont moindres. Dans ce troisième registre d'inégalité, la France n'est plus à la traîne ; elle n'est pas non plus à la pointe. En compréhension de l'écrit, les filles l'emportent nettement dans tous les pays de l'OCDE (une différence forte et significative). Quand le niveau s'améliore, les filles en profitent pour rattraper l'élite des garçons en sciences et en mathématiques. Mais les garçons n'en font pas autant pour l'écriture et la lecture.

Les études internationales montrent que l'infériorité des filles en mathématiques n'a rien d'une tare naturelle puisque leur niveau semble varier directement avec la qualité de l'école qu'elles fréquentent. En mathématiques, pour une fois, la France fait partie des pays les moins sexistes, bien que ses résultats d'ensemble soient médiocres. PISA montre aussi que l'iniquité du traitement infligé aux filles est une tendance qui s'impose dans tous les pays : bien qu'elles enregistrent à peu près partout des résultats supérieurs ou égaux aux garçons, les orientations vers les filières plus prestigieuses sont plus rares pour elles, même en Finlande. Il ne s'agit pas là d'un effet des inégalités naturelles, mais d'une mauvaise gestion du capital humain qui défavorise les filles et conduit à un gaspillage important des ressources humaines. Même lorsque les filles sont très bonnes, elles ont tendance à s'orienter vers les matières qu'elles préfèrent (santé, lettres, humanités). Se pose à l'ensemble des décideurs la question du sexisme des sciences dures. Les auteurs recommandent de mettre en chantier, dès les premières années de l'école, une formation aux mathématiques qui supprime ce sexisme inclus dans la représentation d'une « science dure ».

Conclusion : Quand on observe les emplois occupés en 2001 par l'élite de l'élite en France, les docteurs en sciences fondamentales et les ingénieurs sortis des grandes écoles, l'immense majorité de cette élite n'inaugurera pas sa carrière dans la recherche fondamentale. Comme si l'excellence en mathématiques ou en sciences de la nature n'était qu'un passeport pour la direction des affaires. Plus grave, l'élite sortie des universités, les docteurs en sciences fondamentales, n'a que très peu de chances de rencontrer dans un laboratoire de recherche les excellents éléments formés dans les écoles. Les clivages privé/public, recherche fondamentale/recherche appliquée, universités/ grandes écoles les en empêchent. Enfin l'orientation précoce des élèves faibles dans la filière professionnelle et vers des formations tertiaires est un autre problème. Tous les travaux menés par le CEREQ montrent que ces filières n'engendrent pas une grande valeur ajoutée en termes de salaire et d'emploi, à la différence des filières industrielles. En outre, les formations non suivies de diplôme sont celles qui ont le plus coûté au budget de la nation.

Pour améliorer les performances de l'école en France, il faudrait supprimer tout ce qui fait obstacle à la constitution d'une véritable école unique (les redoublements, les groupes de niveau, les filières sans débouché réel), développer les aides personnalisées sans en faire le prétexte à des ségrégations. A long terme, l'action déborde le cadre scolaire : la constitution de quartiers en ghettos ethniques et sociaux forme un obstacle majeur à la réalisation d'un tronc commun. Aucune amélioration ne pourra être durablement apportée tant que les ministres auront pour seule boussole une logique comptable de diminution des dépenses publiques. La suppression de la carte scolaire contribuera à accentuer encore les clivages ethniques et sociaux.